



Abdelaziz El Omari,
maire de Casablanca.

La décharge de Médiouna continue
d'empoisonner la vie des habitants de Bouskoura

Avec le PJD, elle est poubelle la vie...

P8

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Quinzième année N°648 vendredi 7 mai 2021 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus
DE CANARD

Tu seras
youtubeur
mon fils !

P2

L'entretien -à peine- fictif, de la semaine

Mohamed Larbi Belcaid

**La COP 22
m'a pollué
la vie**

P11



Le tourisme national au
bord de la faillite
**Marrakech et
Agadir à vendre**

P9

Adieu blé, tomate,
agrumes et pomme
de terre

Vive la cannabiculture !



Abdelaouafi Laftit, ministre de
l'Intérieur.

P10

**RABBAH VEUT RÉUNIR LES LOIS ET DÉCRETS
DANS UN CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

MAIS
QU'EST-CE
QUE VOUS ÊTES
EN TRAIN DE
FAIRE ?

JE SUIS EN TRAIN
DE RASSEMBLER
TOUTES LES LOIS
SUR L'ENVIRONNEMENT
DANS UN SEUL CODE...



**Déconfiné
de Canard**

Côté

BASSE-COUR

**Mustapha El Khalfi réapparaît
Deux variants et une mutation
ministérielle !**

**Sanam Holding en pleine
action**

P3

Élections professionnelles

Quid des télétravailleurs ?

P11



Confus de Canard



Tu seras youtubeur mon fils !



Abdellah Chankou



Si vous êtes en mal de métier et que vous vous morfondrez dans le chômage moyenne ou longue durée, vous avez la possibilité de devenir influenceur. C'est aussi simple qu'un clic. Pas besoin d'être une star mondiale ou justifiant d'une quelconque expertise en marketing pour vendre telle ou telle marque. Seule condition, disposer d'un certain savoir-faire en « baratinologie » et être capable de fédérer une communauté de followers ou de suiveurs, censés partager vos goûts et relayer vos divers messages commerciaux ou mercantiles. Il suffit d'investir un peu d'argent dans le matériel de travail pour en gagner beaucoup. Un smartphone avec de bonnes caractéristiques pour la photo et la vidéo, un microphone et le tour est joué.

En plus de faire gagner beaucoup d'argent tout aussi aisément, ce job, en pleine expansion, enfanté comme Hamza mon BB par l'ère du tout-digital, vous fait sortir de l'anonymat et fait de vous une personne importante que les annonceurs courtisent pour donner de la visibilité à leurs produits afin d'en augmenter les ventes, à coup de vues en rafale en partant

D'un côté, il y a les influenceurs, c'est-à-dire la nouvelle élite qui fait la pluie et le beau sur la Toile et de l'autre les moutons de Panurge qui sont juste bons à emboîter le pas à leur gourou virtuel.

du principe que tout ce qui est exposé, indépendamment de sa qualité intrinsèque, par les influenceurs peut être acheté par... les influençables ou sous influence ! D'un côté, il y a les influenceurs, c'est-à-dire la nouvelle élite qui fait la pluie et le beau sur la Toile et de l'autre les moutons de Panurge qui sont juste bons à emboîter le pas à leur gourou virtuel. Le monde numérique est donc divisé en deux, ceux qui sont supposés créer de l'influence au profit des marques qu'ils représentent et la masse des ploucs considérés comme de potentiels acheteurs de tout et n'importe quoi qui la subissent sans réfléchir. Justement, les réseaux sociaux ont été conçus pour annihiler l'esprit critique, réduire la capacité de distinguer le vrai du faux,

les faits des avis personnels, l'info de l'intox... Ce qui permet de tromper facilement la plèbe numérique par des arguments fallacieux. Vu sous cet angle, ce concept que l'on appelle marketing d'influence, inventé par les Américains Katz et Lazarsfeld en 1955, n'est pas flatteur pour la masse sous influence. En effet, c'est sur son dos que les influenceurs de tout poil gagnent de l'argent en monétisant leurs comptes Instagram, Youtube ou Blog. Plus ils attirent d'internautes dans leur groupe, plus ils améliorent leurs profits. Sans que l'on puisse réellement mesurer leur impact réel sur les internautes de Panurge, histoire de savoir s'ils sont assez friqués pour faire les actes d'achat auxquels ils sont invités...

La pratique reste floue et le retour sur investissement incertain. Comme le phénomène est à la mode, de plus en plus d'entreprises suivent et basculent seulement parce que les concurrents ont fait de même. Bonjour les Panurges de marque qui au fond recourent à ce type de communication juste pour leur propre visibilité dans cet eldorado publicitaire et de l'image où tout un chacun veut par tous les moyens prendre sa place et sa part du gâteau. Allez en effet distinguer dans le grand bazar des réseaux sociaux le vrai du faux influenceur qui fait sans coup férir ses emplettes dans les fermes à clic par paquets : abonnés, vues, likes et commentaires en quantités qu'il veut... Tout a un prix. Il faut juste disposer d'une carte de crédit provisionnée !

Il y a tellement de la thune à ramasser sur la toile que certains ne résistent pas à l'envie de multiplier les collaborations. Résultat : Ils prennent, à force de vouloir gagner (facilement) plus, le risque de voir leur taux d'engagement baisser.

Autant de mauvaises pratiques qui sont en train de décrédibiliser le marketing d'influence en mettant à mal la confiance des internautes dans ce média. Les plus avertis et les plus exigeants parmi les consommateurs commencent à prendre leurs distances avec les contenus diffusés par les influenceurs dont l'activité au Maroc, en plus d'être non réglementée, échappe complètement au fisc. L'influence n'a rien à déclarer ?

A défaut de payer, les influenceurs se paient tout le monde... ●



Côté BASSE-COUR



Deux variants et une mutation ministérielle !

Deux cas confirmés de contamination au variant indien du nouveau coronavirus (Covid-19) ont été enregistrés à Casablanca, a annoncé lundi 3 mai le ministère de la Santé. De l'identité des deux patients, on n'en saura rien. Pas plus que des circonstances dans lesquelles la souche qui fait des ravages en Inde a pénétré au Maroc. Motus et bouche cousue. Les autorités de tutelle ont probablement jugé que ces informations sont trop insignifiantes pour les communiquer à l'opinion publique. Ce black-out, qui a été imposé aussi autour des premiers porteurs du variant anglais, a de quoi interpellé et tranche en tout cas avec le désir de communication qu'avait affiché Khalid Aït Taleb au tout début de la pandémie au Maroc. Rafrâichissons la mémoire au ministre et à ses équipes-au cas où ils auraient oublié- par ce communiqué diffusé par leurs soins après que le Maroc a enregistré son premier cas du coronavirus : « Dans le cadre du dispositif national de veille et de surveillance épidémiologique, et en exécution de sa politique de communication, le Ministère de la Santé annonce l'enregistrement du premier cas confirmé du nouveau Coronavirus, par l'Institut Pasteur du Maroc, et ce durant la soirée du lundi 2 mars 2020, chez un ressortissant marocain résidant en Italie ». Qu'est-ce qui a donc changé depuis pour que M. Aït Taleb devienne avare côté communication sur les variants anglais et indien ? Qu'est-ce qui l'empêche de partager avec les Marocains les données concernant les patients zéro des deux souches en question ? Il y a de quoi nourrir le doute et la suspicion. Khalid Aït Taleb a-t-il muté à l'insu de son plein gré ? ●



UN HECTARE CULTIVÉ DU CANNABIS MÉDICAL RAPPORTE PLUS 100.000 DH

ON ÉCHANGE ?



Sanam Holding en pleine action

La compagnie d'assurances Sanlam vient de se renforcer dans le capital de Saham Assurance Maroc en acquérant 22,8 % des actions auprès de Sanam Holdings du très dynamique industriel Saïd Alj qui a préféré être dans l'action plutôt que dans l'attentisme. Dans un contexte de crise sanitaire, cette transaction est interprétée comme un acte de confiance fort dans l'économie nationale. Annoncée lundi 3 mai, cette opération d'un montant de 1,3 milliard de DH (1320 dirhams l'action) fait porter de 61,7% à 84,5% la participation du groupe sud-africain dans le capital social de Saham Assurances. À cette occasion, Saïd Alj a mis en exergue le caractère stratégique de cette transaction qui «insufflé une nouvelle dynamique au partenariat fructueux » entre les deux groupes. ●



Saïd Alj en toute assurance.

Mustapha El Khalfi réapparaît

On l'a presque oublié celui-là. Il s'agit de Mustapha El Khalfi, Ba Sttuf pour les intimes, qui avait été dans une autre vie flamboyante ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. Notre islamiste qui a profité de l'accueil scandaleux du chef du Polisario Brahim Ghali par l'Espagne, sous une fausse identité, pour se rappeler au bon souvenir des Marocains s'exprimait lundi 3 mai sur la chaîne YouTube officielle du PJD. Ba Sttuf a dit des choses fracassantes. Jugez-en : il a déploré le geste de Madrid qui avec la complicité d'Alger a accueilli le mercenaire en chef sous une fausse identité. Et ce à un moment où les milices du Polisario ont annoncé la fin du cessez-le-feu instauré en 1991. Les élections approchent. Le Khalfi vous dit bonjour ! ●



VIENT DE PARAÎTRE

Le livre sur l'évolution de la pensée managériale, écrit par le professeur Rachid Mrabet, est un travail essentiel pour une compréhension globale de l'origine et du développement des idées en management des entreprises. Rédigé dans un style clair et lisible, cet ouvrage est un excellent outil pour quiconque désire comprendre la genèse des modèles en management et leur évolution dans le temps.



HCP : 73.000 CHÔMEURS DE PLUS AU 1ER TRIMESTRE 2021

VOUS AVEZ ÉTÉ EN CONTACT AVEC DES INDIENS ? NON, JE ME SUIS FROTTÉ AU CHÔMAGE, LONGUE DURÉE...





Côté BASSE-COUR



Texte de l'Oie

Humour et sarcasme au temps du Coronavirus (27)

Recherche scientifique : Qui ne cherche pas ne trouve rien

Quand une pensée devient fragmentaire, elle se dessaisit de toute logique nécessaire à son maintien. Voyez-vous, la pensée c'est comme un moteur; plus vous le sollicitez, plus il en veut. Et si vous l'arrêtez pour de bon, il peut faire des ratés et s'encrasser.

Enseignants-chercheurs ... de quoi ?? Votre employeur vous colle une étiquette et exige de vous le beurre et l'argent du beurre. Il n'y a pas de quoi être fier. Face à un pêle-mêle de sujets bateaux, il suffit de se servir et de dissenter sans se soucier de ce qui a été dit ou ce qui sera dit. C'est l'essence même de nos principes : la fragmentation et l'éparpillement.

Vous saluerez ce valeureux chevalier, errant et divaguant, toujours prêt à sillonner tous les sentiers battus pour discourir de tout et courir après la crédibilité et la reconnaissance ; un sacré tout-terrain.

Du respect pour son excellence le clerc de l'institution. Ancien et immunisé, il fait la part des choses et se veut enseignant tout court ... pas besoin de (dis)courir, mais vous, vous pouvez toujours courir !

Quoi que vous (re)cherchiez, il y aura toujours quelqu'un, souvent son excellence, qui a le verbe haut, pour vous traiter de tous les noms – et les adjectifs – juste parce qu'il ne voit les choses que par sa subjectivité et par le trou de la bouteille.

Les intellos – des profs à l'origine – sont les seuls à prétendre, à tort ou à droit, à l'élitisme. Quand chaque prétendant institue un événement, visiblement scientifique, il rompt – avec les autres – au lieu de rassembler. L'événement devient celui de X, le savoir devient celui de X, et ainsi tout tourne, en rond, sans s'entrecroiser. Les territoires deviennent circonscrits ; à chacun son « truc ».

La recherche devient spécifique et non générique. Elle est l'apanage des petits esprits qui s'affrontent dans la rivalité et l'émulation. Notre structure est tellement bondée de structures qu'elle se déconstruit, brisant ainsi les rapports intimes nécessaires à sa cohésion.

La recherche scientifique est un simulacre fait pour faire de nous des potiches (directeurs de labos), histoire de faire de la figuration – la figuration affectée du devoir – et de la décoration pour la maison mère (université) et ses succursales (facultés). Une fois syndicalisés dans l'urgence et sans trop de conviction (équipes de recherche), les figurants (enseignants) obtiennent leur label (laboratoire) qui sera

apposé sur tous les documents et les actions engagées (projets et activités). Nous valons des points ou des chiffres virtuels (budgets) qui sanctionnent nos actes (activités), attribués selon les humeurs d'un gars (expert) qui, paraît-il, en sait un peu plus que nous. Nous sommes réduits à faire la quête sans tendre la main, mais plutôt en baissant les bras.

A vrai dire, ce système promeut le clanisme (sans le label, le figurant est hors-jeu) et la grosse tête (à chacun sa recherche), et le bouquet, c'est quand des figurants en mal de rôles cherchent à gratter sur le tas et à tenir le beau rôle en réclamant des avantages (billet, encadrement, indemnités ...). Ils sont condamnés à subir les humeurs des potiches ou à faire bande à part. Bref, dans toute cette histoire, qui se ressemble s'assemble.

La recherche est le beau semblant d'un métier désespéré, et le rempart d'une conscience maculée, lesquels, métier et conscience, peinent à pacser.

Nous avons souvent le malheur de croire que la recherche ne passe que par l'événementiel, c'est-à-dire l'organisation d'une manifestation d'utilité digestive, et là nous sommes interpellés par un seul truc crucial : la bouffe. Quoi de plus extraordinaire que de s'emplir la panse comme un glouton et faire d'une pierre deux coups, nourrir l'esprit – ce n'est pas toujours réussi – et nourrir l'estomac, là l'objectif est toujours sacrément atteint. La bouffe, c'est ce qui matérialise votre effort et estampe votre activité, et tout autre effort ne vous réhabilite pas autant qu'elle. Vous verrez en cela un rituel que la communauté perpétue dans le respect des valeurs déontologiques et académiques. L'activité scientifique ne vaut que si elle est gastronomisée. Le pire c'est qu'au lieu de faire un appel à communications, on fait plutôt des appels téléphoniques à ses amis, et le comble c'est de promouvoir l'élitisme : Menu à la carte selon la méthode de la glorification et la complaisance, paix garantie. Assoyons le clanisme et repaissons-nous paisiblement dans notre enclos.

Budgétisez votre recherche, vous verrez que ça ressemble un peu à une « passe » ; une prestation tarifée et minutée faite pour vous procurer une satisfaction psychosomatique fugace et vous faire oublier les avatars de votre première moitié, enseignant. Entre enseignant et chercheur le concubinage est mal consommé, parce que le cœur n'y est plus et l'un et l'autre n'y vont que d'une fesse. ●

Lahcen Ouasmi, Casablanca, 4 mai 2021 – l.ouasmi@flbenmsik.ma

Le Beurgois GENTLEMAN

Khouribga, une ville française... (42)

Nous célébrons le centenaire de Khouribga et de l'OCP, l'Office Chérifien des Phosphates voulu par Lyautey. "Jnaynar Lotti", comme le nomment les indigènes des Ouled Abdoun, en signant le décret du 27 janvier 1920, est conscient du caractère exceptionnel de l'Office, prononcé "Loufisse" par les autochtones, et décide d'en confier l'exploration et l'exploitation au seul "Magasin" (ma5zen) afin d'éviter la rapacité du secteur privé. La découverte fortuite des phosphates chez les Ouled Abdoun, faite en 1917, à l'occasion des travaux de la ligne de chemin de fer Casablanca/Oued-Zem, va booster l'économie du Maroc.

Le problème de Lyautey avec les immigrés européens, venus en masse de tout le pourtour méditerranéen, à la recherche d'une vie meilleure, se double d'un problème avec la bureaucratie française. Les fonctionnaires français ne comprennent pas la nécessité d'inclure les indigènes dans la gestion de leur propre pays et ont une tendance naturelle à s'accaparer tous les postes. D'où un dérapage continu qui amène Lyautey à taper du poing sur la table le 18 novembre 1920 : c'est le fameux texte dit « du coup de barre », en fait, une lettre à Georges Leygues, Président du Conseil des ministres (la fonction de chef du gouvernement français a connu plusieurs appellations au cours de l'histoire, de nos jours, Georges Leygues serait le Premier "sinistre") : « Voici le moment de donner un sérieux coup de barre au point de vue de la politique indigène et de la participation de l'élément musulman aux affaires publiques. Il faut regarder bien en face la situation du monde musulman et ne pas se laisser devancer par les événements. Ce n'est pas impunément qu'ont été lancées à travers le monde les formules du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les idées d'émancipation... Il faut bien se garder de croire que les Marocains échappent ou échapperont longtemps à ce mouvement général... Ce serait absolument une illusion de croire que les Marocains ne se rendent pas compte de la mise à l'écart des affaires publiques dans laquelle ils sont tenus. Ils en souffrent et ils en causent... Ils ne sont ni barbares, ni inertes... Il se forme chez eux une jeu-

nesse qui se sent vivre et veut agir, qui a le goût de l'instruction et des affaires. À défaut des débouchés que notre administration lui donne si maigrement et dans des conditions si subalternes, elle cherchera sa voie ailleurs... Il faut donc entrer résolument et vite dans une nouvelle voie ». Après ce "coup de barre", deux autres décisions vont heurter profondément Lyautey. La première, c'est la promulgation du décret du 4 décembre 1920 pour doter la Mauritanie du statut de colonie et la rattacher à l'AOF (Afrique-Occidentale Française) qui regroupe huit colonies françaises : Mauritanie, Sénégal, Soudan français (actuel Mali), Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta (actuel Burkina Faso), Togo et Dahomey (actuel Bénin). Sa superficie atteignait sept fois celle de la France. Son chef-lieu était Saint-Louis (Sénégal) jusqu'en 1902, puis Dakar (Sénégal). La seconde décision qui va heurter Lyautey, peu après, c'est l'érection des régions de Tindouf et de Colomb Béchar en régions militaires autonomes et leur rattachement aux départements français d'Algérie. Cette érection fait ressembler l'actuelle carte géographique de l'Algérie à une femme enceinte qui cherche à cisailier le Maroc en deux pour accoucher, après une "guerre des sables" et onze années d'une douloureuse gestation (1962-1973), d'un bébé monstre, le Frelisario, trop frêle pour survivre (Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro, devenu Polisario après l'ablation de son Front). Le dernier reproche que font les Francs-maçons à Lyautey ne manque pas d'étonner : la guerre du Rif est dénoncée comme « le résultat des provocations de Lyautey à l'encontre d'Abdelkrim Khattabi, dans le but de soutenir l'Espagne et le roi d'Espagne ». Les frères maçonnes savaient Lyautey très attaché à Alphonse XIII, mais pas au point de déclencher une guerre pour lui faire plaisir. Ils ont juste oublié que Lyautey s'est toujours heurté aux prétentions espagnoles sur les régions d'Oued Dahab (Rio de Oro), de Tarfaya et d'Ifni qu'il avait toujours considérées comme parties intégrantes de l'empire chérifien. ● (A suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Côté BASSE-COUR



Le Parti du bon sens (69)

Le renouvellement de la CIN...



Par Nouredine
Tallal

Lhaj Miloud s'est enfin décidé à renouveler sa carte d'identité nationale... Il serait temps, voilà déjà six mois qu'elle est

expirée ! S'il ne l'a pas fait plus tôt, c'est qu'il est « en froid » avec l'administration, vis-à-vis de laquelle il éprouve une véritable phobie ! Et perdre son temps dans des files d'attente interminables pour renouveler un document administratif a toujours été sa hantise... Même si, du temps, il n'en manque pas depuis qu'il jouit d'une retraite qu'il estime bien méritée... Mais retraite ou pas, pour lui, c'est une question de principe ! D'autant plus que, la plupart du temps, il doit s'y prendre à deux fois pour la moindre démarche administrative, puisqu'il lui manque toujours une pièce « indispensable » dans son dossier... Sans parler de cette manie des agents d'exiger plusieurs exemplaires originaux d'une attestation quelconque, comme si une simple copie ne pouvait pas faire l'affaire !

Et puis, avec cette pandémie de covid-19 qui ne finit pas d'en finir, Lhaj Miloud avait trouvé un prétexte en béton pour reporter chaque jour au lendemain les formalités de renouvellement... Jusqu'au jour où on exigea de lui, à l'occasion d'une demande de crédit bancaire, la production d'une carte nationale valide, ou à défaut le récépissé du dépôt du dossier de renouvellement... Plus moyen donc de reculer !

Lhaj se devait de prendre son courage à deux mains et d'affronter l'Hydre bureaucratique s'il voulait que le crédit lui soit viré à son compte rapidement... D'autant plus qu'il avait suffisamment galéré pour l'obtenir, et à des conditions pas vraiment avantageuses... Mais ça, c'est une autre histoire !

Lhaj Miloud se jeta donc à l'eau, et se présenta, dès le lendemain de bonne heure, auprès du commissariat de son quartier... Il eut affaire à un agent affable et courtois qui lui indiqua les documents à produire pour obtenir le certificat de résidence, étape incontournable dans le processus de renouvellement de sa carte... Et qui, magnanime, n'exigea même pas au préalable le certificat de résidence délivré par son moquaddem, estimant qu'un reçu de la Lydec en son nom ferait largement l'affaire... On avance, on avance !

Certificat de résidence qu'il obtint dans les 24 heures, et qui lui fut remis avec un sourire en prime, ce à quoi Lhaj Miloud n'était guère habitué de la part de nos fonctionnaires, surtout ceux relevant du ministère de l'Intérieur... Un sourire au demeurant plus large que celui de son banquier, il y a lieu de le signaler !

L'enthousiasme de Lhaj Miloud allait cependant être rapidement douché par une affirmation péremptoire de son ami Lhaj Omar, selon qui le dépôt de sa demande était conditionné par une prise de rendez-vous par internet, et qu'il fallait compter près de deux mois pour obtenir ce précieux rendez-vous... En bon Marocain qui compte cependant toujours sur une bonne dose de baraka, Lhaj Miloud se présenta malgré tout, le jour même, au commissariat central avec son dossier complet, à savoir le certificat de résidence, deux photos récentes, ainsi que deux enveloppes dont une grande et une petite... Sans oublier la somme de 75 DH, nécessaire sans doute pour « les frais de dossier »... Comme à la banque ! Mais moins cher, soit dit en passant, pour une carte électronique d'une durée de vie de dix ans ! Pour le même prix, sa « très chère » banque lui facture annuellement les frais de renouvellement de sa carte de crédit ! Concernant l'histoire des deux enveloppes, elle restera à jamais un mystère insoluble pour Lhaj Miloud... Lequel estime, en personne

de bon sens, qu'on aurait pu arrondir à 80 DH, et se passer de ces fameuses enveloppes ? Mais bon, après tout l'administration a ses raisons que la raison ignore !

Lhaj Miloud prit un ton assuré pour expliquer au policier en faction devant l'entrée du commissariat qu'il venait pour le renouvellement de sa carte. Il s'attendait à être éconduit sans trop de ménagement pour défaut de prise de rendez-vous, mais, curieusement, le policier le laissa entrer en lui montrant poliment le bureau concerné ! Un peu trop beau pour être vrai... Il serait sûrement refoulé au « deuxième barrage » ! Mais non, il fut pris en charge par un autre fonctionnaire de police qui récupéra son enveloppe, s'assura qu'elle contenait les documents nécessaires, et lui demanda de prendre ses aises (« Khoud ra7ttek »), en attendant son tour... Divine surprise donc ! Mais Lhaj Miloud, méfiant jusqu'au bout, restait sur ses gardes... On ne la lui fait pas, il y avait sûrement un os quelque part !

Lhaj était d'autant moins rassuré qu'une pancarte affichait bien en évidence, « Dépôt du dossier CIN sur prise de rendez-vous par internet » ! Et voilà, l'arbitre allait donc incessamment siffler la fin de la partie, et il ne lui resterait plus qu'à quitter les lieux, la queue basse ! Un petit quart d'heure plus tard, il entendit appeler son nom, et se présenta avec appréhension au guichet, quasiment certain de se faire tirer les oreilles... L'agent lui demanda de baisser son masque anti-covidien, compara d'un œil expert son visage avec les photos fournies pendant quelques interminables secondes, et lui demanda les 75 DH de « frais de renouvellement »... Lhaj lui tendit un billet de 100 DH en regrettant de ne pas avoir fait l'appoint, vu que ce n'était surtout pas le moment de faire de la provocation ! Il s'attendait à une remarque désagréable bien méritée, mais le fonctionnaire lui rendit sa monnaie sans broncher, et l'orienta vers la salle de prise des empreintes digitales !

Lhaj était sur un nuage ! Cinq minutes plus tard, il sortait de « l'ancre du loup », comme il se plaisait à qualifier le commissariat central, après s'être fait prendre les empreintes par une charmante dame, et par procédé électronique, s'il vous plaît ! Laquelle dame lui délivra enfin le précieux sésame, à savoir l'attestation de dépôt de sa demande de renouvellement, en lui indiquant qu'il pouvait venir récupérer sa carte dans une semaine exactement ! Tout s'était donc passé sans accroc, en dépit de son absence de rendez-vous, sans qu'il ait eu à subir le moindre désagrément, et sans même qu'on lui ait reproché le retard de plusieurs mois qu'il accusait dans le renouvellement de sa CIN...

Alors, une fois n'est pas coutume, Lhaj Miloud, qui est toujours prompt à critiquer notre administration, et à râler pour un oui, pour un non, voudrait rendre un hommage appuyé à nos fonctionnaires de police pour leur sens de l'organisation, leur efficacité, et last but not least, leur remarquable courtoisie ! Notre police a bel et bien réussi sa mue dans le bon sens. Chapeau bas, mesdames et messieurs, vous êtes un exemple à suivre pour bien des administrations du privé !

P.S. : Pour le retrait de sa carte, Lhaj Miloud, qui a décidément du mal à se faire au changement, ne se présenta au commissariat central que deux semaines plus tard, pour éviter un déplacement « inutile »... On n'est jamais trop prudent ! Il se fit délivrer enfin sa nouvelle carte, avec un code confidentiel sécurisé, et une validité de dix ans... A renouveler donc en avril 2031, si le bon Dieu lui prête vie jusque-là ! ●



Côté BASSE-COUR



Mutandis, l'accélérateur de marques en mode marche arrière

Le chiffre d'affaires consolidé de Mutandis est en recul de 10 % à fin mars 2021. Cette descente de pente raide de l'« accélérateur de marques » a été expliquée par « L'effet de surstockage au cours du premier trimestre 2020 » qui a impacté « la lecture de l'évolution en glissement annuel de l'activité du groupe. » En langage plus simple, la cause de cette chute du volume du business est en relation avec la crise sanitaire (Voir le Canard n° 637 « Mutandis : CA et RN embouteillés »). Spécialisé dans les produits de consommation des ménages comme les détergents, le groupe industriel, fondé par Adil Douiri dont il est aujourd'hui le 3e actionnaire après BMCE Bank et RMA, a donc vu « ses revenus reculer au titre du premier trimestre 2021. Son chiffre d'affaires



Adil Douiri, PDG de Mutandis.

consolidé s'est limité, en effet, à 300 MDH, en retrait de 10% par rapport à la même période de l'année précédente. » Une contre-performance d'autant plus sérieuse qu'habituellement, le chiffre d'affaires du premier trimestre représente 22% du chiffre d'affaires annuel du groupe (moyenne 2017-2020). Adil Douiri commence-t-il à être lessivé ? ●

LÉGISLATIVES : L'ISTIGLAL REFUSE L'ACCREDITATION A HAMID CHABAT

DOMMAGE POUR LES ISTIGLALIENS, ILS ONT PERDU UNE EX-GRANDE GUEULE...



Sahara marocain Manuel Valls recadre la gauche espagnole

« La France et l'Espagne doivent être des partenaires loyaux du Maroc dont le rôle est indispensable pour la stabilisation de l'espace méditerranéen et de l'Afrique subsaharienne », a affirmé l'ex-premier ministre socialiste français d'origine espagnole. « C'est autour d'une autonomie sous souveraineté marocaine que cette question doit être résolue. Car je pense que la France et l'Espagne doivent être des partenaires loyaux du Royaume du Maroc sur cette question », a souligné M. Valls dans un entretien exclusif accordé à MGH Partners, un cabinet d'affaires publiques et de diplomatie alternative franco-africain basé à Paris. « Ce conflit (autour du Sahara) provient d'un monde qui n'existe plus, le monde des blocs, les vestiges de Yalta et ses conséquences sur un continent comme l'Afrique, tout cela est désuet et la fiction entretenue sur l'indépendance du Sahara subsiste encore dans certaines sphères politiques espagnoles », a-t-il précisé tout en relevant qu'il y a en Espagne et notamment dans la gauche, une vision « dépassée » du conflit factice du Sahara. « Au sein du gouvernement espagnol, il y a un allié minoritaire, le parti Podemos qui se cantonne dans une ancienne rhétorique, de ce que devrait être le Sahara, en refusant de voir la dynamique marocaine sur le terrain », a-t-il expliqué, en rappelant que « parmi ceux qui revendiquent l'indépendance du Sahara, comme le Polisario, prolifèrent des réseaux criminels et terroristes, cela a été documenté par les services de renseignement de plusieurs États ». Manuel Valls a tout compris. ●

La justice prend la défense des artistes

Le tribunal de première instance de Rabat a rejeté mercredi 5 mai la plainte en référé déposée par un avocat à l'encontre de la SNRT. Objectif : la suspension de la sitcom « Café Ness Ness », diffusée depuis le début du Ramadan sur la chaîne Al Oula. Cette comédie ramadanesque, jugée diffamatoire, n'est pas du goût des avocats et de leur corporation car mettant en scène une avocate qui traite ses dossiers dans un café. Il n'en fallait pas plus pour que les professionnels du barreau montent au créneau pour dénoncer une « atteinte à l'image de la profession d'avocat d'une manière qui ne reflète pas la réalité et qui affaiblit l'un des piliers de la justice au

Maroc ». La Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), saisie à son tour, a livré son verdict le 27 avril dernier. À ses yeux, la sitcom « Café Ness Ness » ne constitue pas une diffamation telle qu'elle est légalement définie... Le droit à la liberté doit être garanti, tout particulièrement quand il s'agit d'œuvres de fiction, a jugé la HACA. L'instance audiovisuelle déplore que certains plaignants « appellent à une censure a priori contre les œuvres de fiction ou à intervenir a posteriori pour arrêter leur diffusion par les télévisions ». Sur l'affaire « Café Ness Ness », les avocats, qui se croient au-dessus de la critique ou de la satire, ont mal plaidé leur cause. ●

LES AVOCATS ATTAQUENT EN JUSTICE UN SITCOM QUI LES TOURNE EN DÉRISION



Brahim Ghali identifié mais pas entendu

Il paraît que Brahim Ghali n'est pas en état d'être entendu par la justice espagnole. Hospitalisé avec la complicité des autorités algériennes et leurs consœurs espagnoles pour se soigner du Covid-19 dans un hôpital dans le nord de l'Espagne, le chef des polisariens serait trop diminué pour pouvoir se déplacer à Madrid. C'est le constat dressé par des policiers qui se sont rendus, mardi 4 mai, à son chevet sur ordre du juge d'instruction madrilène Santiago Pedraz Gomez. Les enquêteurs ont pu tout de même identifier l'accusé et établir que Mohamed Benbatouche, la fausse identité sous laquelle il s'est fait hospitaliser, et Brahim Ghali ne font qu'un et qu'il s'agit du même individu, poursuivi suite à de nombreuses plaintes pour crimes de guerre, terrorisme, viol, enlèvement, séquestration et torture. Ce sinistre individu réunit sur lui assez de chefs d'accusations graves pour passer le restant de sa vie derrière les barreaux. ●





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Le Maigret DU CANARD



La décharge de Médiouna continue d'empoisonner la vie des habitants de Bouskoura

Avec le PJD, elle est poubelle la vie...

La mairie de Casablanca, dirigée par les islamistes du PJD, a donné la pleine mesure de son incompétence sur le dossier nauséabond de la décharge de Médiouna. Incapable de décréter sa fermeture ni de faire fonctionner la nouvelle décharge de remplacement. Au grand malheur des riverains qui souffrent de ce point noir depuis plusieurs décennies...

Jamil Manar

Cela fait plusieurs décennies que la décharge de Médiouna empoisonne la vie des douars avoisinants et des habitants de Bouskoura. Avec ses odeurs pestilentielles et ses mares de lixiviat qui polluent en continu l'environnement, cette décharge sauvage, qui a la peau dure, a résisté à toutes les réclamations et sit-in de protestation des victimes de ce scandale écologique à ciel ouvert. Les ravages sont environnementaux, mais sont aussi sanitaires. En plus de la dégradation des sols et la pollution de l'air, cet océan de déchets est à l'origine de problèmes respiratoires dont souffrent les enfants comme les adultes. En raison de cet énorme désagrément, de nombreuses familles qui ont acheté des villas dans les complexes résidentiels de la ville verte ont dû fuir la zone, eux, qui croyaient avoir emménagé dans un havre de paix et un écrin de verdure. Malgré la mobilisation de ceux qui ont décidé de rester, la situation n'a pas bougé d'un iota. Riverains et associations ayant l'impression que les autorités de Casablanca, principalement la mairie concernée en premier lieu, se désintéressent du dossier. Dans une lettre adressée au maire de la ville, le PJD Abdelaziz El Omari, par l'association regroupant les habitants de la ville verte de Bouskoura et des quartiers Californie et de Médiouna, les signataires dénoncent dès 2016 « la pollution quotidienne subie à cause des tonnes d'ordures brûlées à la décharge Médiouna » et « les fumées toxiques et l'odeur nauséabonde émanant de la décharge ». « Nous vous tenons comme responsable des conséquences sur notre santé et celle de nos enfants », avertissent les plaignants dont la revendication est sans équivoque : la fermeture pure de la décharge de toutes les nuisances et l'ouverture d'une décharge écologique répondant aux normes internationales. « C'est très simple : quand on ouvre les fenêtres le matin, c'est comme si on nous mettait une poubelle à la figure. C'est invivable », avait dénoncé auprès de la Vie Économique Hanane Souaidi Bouzil, résidente et présidente de l'association « Mamans de Bouskoura ». Sous la pression des contestataires, le Conseil de la ville de Casablanca a fini par annoncer il y a quelques années l'acquisition d'un terrain situé dans la commune de Mejjatia à Médiouna pour y construire une nouvelle décharge



Un dossier qui dégage les relents de scandale...

contrôlée et respectueuse des normes environnementales. La date du démarrage des travaux a été également dévoilée : novembre 2016. Ouf de soulagement des victimes de la décharge de Médiouna. Enfin elles pourront respirer un air frais et ouvrir leurs fenêtres sans risque d'inhaler de mauvaises odeurs.

Mauvaise gestion

Mais elles vont devoir vite déchanter face à l'opposition du conseil communal de Mejjatia-Ouled Taleb ainsi que de la société civile de Médiouna...

Le président de cette commune mitoyenne, Amine Hachem dit s'opposer à sa mise en service pour non-respect du cahier des charges. En plus du manque de certains documents administratifs, notamment le certificat de conformité, l'attestation de fin de travaux délivrée par l'architecte, l'autorisation mise en service du nouveau site, M. Hachem déplore l'absence de l'étude d'impact environnemental, le rapport de gestion des résidus de lixiviat ainsi que des carences constatées dans l'aménagement et l'équipement de la nouvelle décharge. Visiblement très mal géré, ce projet de transfert dégage les relents de l'incompétence des élus islamistes. Très peu communicatifs sur le sujet, ils cherchaient manifestement juste à refiler la patate pourrie à un autre territoire... Une manière de déplacer le problème au lieu de le résoudre pour désamorcer la colère de plus en plus grandissante des riverains de la décharge de Médiouna.

Laquelle décharge, où sont déversés chaque jour quelque 3.000 tonnes de déchets, n'est pas donc près de mourir. Elle est toujours en service avec son ballet quotidien de camions qui viennent déverser leurs chargements nauséabonds dans ce site de 80 hectares.

À force de mauvaise gestion, le dossier est devenu complexe puisque l'équipe dirigeante de la mairie a du mal à fermer ce point noir qu'est la décharge de Médiouna ni à faire fonctionner la nouvelle structure alors qu'elle s'était engagée de régler ce problème lors de son élection en 2015.

Sauf intervention des autorités locales, Médiouna ne peut pas échapper à son triste destin. Celui de dépotoir de la métropole. N'est-elle pas poubelle la vie ? ●

DÉFECTIONS EN MASSE CHEZ LE PAM

**NE TE FATIGUE PAS,
C'EST LA SAISON DE
LA TRANSHUMANCE...**





Le Maigret DU CANARD



Ahmed Zoubair

En prévision de la prochaine saison estivale, le Maroc a décidé d'ouvrir de nouveau, à partir du 21 mai courant, son espace aérien qu'il a fermé il y a quelques semaines pour se protéger contre la seconde vague du covid-19. Les pays concernés pour le moment sont l'Espagne, le Portugal, la France, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas, la Turquie, l'Angleterre, l'Égypte, l'Algérie, le Cameroun, le Congo, Guinée Conakry, le Mali et le Ghana. Accueillie avec beaucoup de soulagement, cette décision a relancé l'optimisme chez les professionnels du tourisme national qui réclamaient sans cesse un calendrier de reprise de leur activité, ravagée par les restrictions dues à la crise sanitaire. Le retour des vols internationaux est une lumière au bout d'un long, très long tunnel sombre pour les différents prestataires du secteur (hôteliers, restaurateurs, transporteurs, loueurs de véhicules, guides...) qui du coup se prennent à rêver d'une saison estivale avec des touristes...

Trop beau pour être vrai. C'est effectivement une fake news qui a circulé dans la soirée du dimanche 2 mai, relayée à grande échelle par certains sites électroniques... Non, les autorités marocaines ont décidé de ne pas se presser ! Trop tôt, peut-être, pour laisser respirer un petit coup le tourisme national qui étouffe, à un moment ou bien des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Arabie Saoudite et la France ont ouvert leurs frontières aux touristes étrangers dûment vaccinés ?

En faillite pour cause de crise sanitaire, de nombreux hôtels désespérément vides sont aujourd'hui à vendre à Marrakech et Agadir et dans d'autres villes du pays qui offrent un visage d'extrême désolation. Cela fait plus d'une année qu'ils attendent le retour des touristes. En vain. Les déceptions successives ont fini par céder la place à la désillusion et avoir raison de

Le tourisme national au
bord de la faillite

Marrakech et
Agadir à vendre

En faillite pour cause de crise sanitaire et ses multiples restrictions, de nombreux hôtels désespérément vides sont aujourd'hui mis à l'encan dans les principales villes touristiques du pays qui offrent un visage d'extrême désolation...

l'optimisme de plus d'un...
Naguère grouillant d'une foule bigarrée et joyeuse, la place Jemaa El Fna, vidée aujourd'hui de ses gargotiers et de ses charmeurs de serpents, est balayée par le vent de l'ennui et du désespoir. Même paysage de tristesse à Agadir où la promenade de la plage a les allures d'un lieu fantôme... Confrontés depuis plus d'une année à un manque sans précédent de recettes, consécutif à l'absence des touristes, criblés de dettes qu'ils ne peuvent pas régler en dépit des plans de rééchelonnement accordés par le gouvernement, les hôteliers sont acculés, la mort dans l'âme, à se délester de leurs établissements. Avec tout ce que cela suppose comme risque réel que le patrimoine touristique national tombe dans l'escarcelle

de fonds vautours ou de profiteurs de crise étrangers. Sans que cette perspective dramatique ne semble inquiéter la tutelle du secteur. Triste constat : Les professionnels marocains qui ont mis plusieurs décennies à bâtir le tourisme national sont en train de quitter l'activité par la petite porte sous le regard indifférent du gouvernement. L'attitude passive de ce dernier devant l'agonie de l'écosystème touristique avec ses hôteliers et ses transporteurs, grand pourvoyeur de devises et d'emplois, est pour le moins incompréhensible.

Secteur transversal

Les responsables se sont montrés très peu engagés là où il fallait être assez imaginatifs et entreprenant pour réfléchir au-delà du colmatage des brèches et permettre aux opérateurs de se projeter...

Certes, on peut se consoler en disant que la crise du tourisme est mondiale et que le Maroc n'est pas le seul à en pâtir. Mais force est de constater que les vagues d'attentisme gouvernemental ont été plus ravageuses que celles du virus lui-même pour les différentes professions du tourisme et sa main-d'œuvre directe ou indirecte. Via l'indemnité forfaitaire de 2 000 DH par mois qui reste très dérisoire, l'État n'a pris en charge que les employés déclarés à la CNSS. Quid de ceux, très nombreux, qui ne le sont pas et qui travaillent dans l'informel.

Quid aussi de ces bataillons de Marocains ignorés des statistiques officielles et qui vivent quand même de la dynamique touristique ? Le gouvernement a-t-il pensé aux villageois de l'Ourika (Marrakech) ou de Agouim (Ouarzazate) ou de Anezi (Agadir) et de bien d'autres douars enclavés du Maroc profond, situés sur les axes touristiques et qui vivent au jour le jour du passage des touristes étrangers ? Qui défend la cause de ces populations anonymes et autrement plus démunies que leurs congénères des villes ? Pas un centime du Fonds Covid-19 ne leur a été versé alors que leur seule source de revenus s'est subitement tarie...

Là résident les effets d'entraînement de ce secteur transversal dont les chiffres officiels sont loin de rendre compte de l'importance de son apport social qui n'apparaît pas toutefois dans le niveau de sa contribution fiscale. Mais ce n'est pas une raison pour laisser mourir un secteur qui fait vivre plusieurs dizaines de milliers de familles. ●

LÉGISLATIVES: OTHMANI SE REPRÉSENTE À MOHAMMEDIA

TU N'AS PAS
PEUR DE TE
FAIRE BATTRE ?

RIEN À PERDRE,
JE SUIS DÉJÀ
POLITIQUEMENT
MORT...





Bec et ONGLES



Bon musulman cherche sa moitié ! (2)

Abdelaziz se remémore encore avec émotion son premier rendez-vous chez le psy... Un homme affable et jovial qui, d'entrée, s'était employé à le mettre à l'aise...

« Relâchez-vous mon ami, vous êtes trop tendu, voyons... D'abord, je tiens à vous féliciter encore une fois... Pour avoir franchi le pas ! Rassurez-vous, personne ne vous a vu entrer dans mon cabinet... »

Venir voir un psychologue est un pas important... Qui révèle votre aptitude à évoluer dans le bon sens ! Fermez les yeux, et concentrez-vous sur ma voix ... On reprend, si vous le voulez bien... Donc, « elles » vous font peur, c'est ça ? »

- Oui, depuis tout petit... On avait des voisines énormes, tout en chair, avec des rondeurs partout... Leur souvenir me hante à ce jour !

- D'accord... Vous avez des sœurs, m'avez-vous dit ?

- Oui, deux sœurs plus âgées... Elles étaient méchantes avec moi, et me cassaient mes poupées !

- Vos poupées, dites-vous ? Intéressant ! Et votre mère ? Elle les laissait faire ?

- Oui, elle me disait que les poupées, ce n'est pas pour les garçons... Sauf peut-être à partir d'un certain âge... Et elle éclatait de rire... Je ne comprenais pas pourquoi, à l'époque ! Et après, on ne m'a plus acheté que des pistolets et des pétards pour « l'achoura »... Au début, je n'aimais pas... Ensuite, je me suis habitué... Et maintenant, je ne peux plus m'en passer ! J'ai même plusieurs carabines de chasse à la maison...

- Je vois, je vois... Doucement, on reste calme ! Et votre mère, vous a allaité jusqu'à quel âge ?

- Jusqu'à mon quatrième anniversaire... Ce fut le dernier jour où j'ai vu un sein !

- Bien sûr, bien sûr... Et pour le hammam ?

- Au début, ma mère m'emmenait avec elle... Toutes les femmes m'embrassaient, et me donnaient des bonbons... Mais elles avaient des corps bizarres, ruisselant de sueur... Je les trouvais même repoussantes avec leur henné sur la tête... Certaines s'en mettaient même sur le visage ! Et un beau jour, ma mère m'a dit sur un ton grave que j'étais devenu un grand garçon, et que je ne pouvais plus l'accompagner au hammam... C'est là que j'ai été circoncis par un vieux « fquih » à la barbe teintée... J'ai pleuré pendant des jours, et je ne supportais plus la vue d'une longue barbe ! Ensuite, j'ai commencé à accompagner mon père au hammam pour hommes... Depuis, je n'ai plus vu le corps d'une femme... Mais je le devine... Parce que, sous leurs vêtements, elles sont complètement nues ! Et ça, ça me fascine, docteur !

- Oui, effectivement... Vous avez un sens de l'observation remarquable... Et de la suite dans les idées ! On va en rester là pour aujourd'hui... Je crois que votre cas est assez classique, somme toute... Il vous faut une bonne immersion en milieu féminin... Et réapprendre à jouer à la poupée ne pourra que vous faire du bien... Votre mère n'avait pas tort ! Il serait temps ! La prochaine fois, on parlera de votre pilosité... Et en quoi elle constitue pour vous un attribut incontournable de votre virilité, et un signe d'appartenance communautaire, vous qui, enfant, étiez terrorisé par la seule vue d'une barbe hirsute !

Voilà, voilà, ça fera 300 DH... Comment, vous voulez sortir par la porte de service, c'est plus discret ? Pas de souci... Donc on dit vendredi prochain, inch'Allah ? Oui, c'est ça, après la grande prière ! (A suivre) ●

N. Tallal

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Le maire de Marrakech, le PJD Mohamed Larbi Belcaid

La COP 22 m'a pollué la vie

En délicatesse avec la justice sur la gestion des marchés de la conférence sur le Climat, le maire de Marrakech, le PJD Mohamed Larbi Belcaid, confie au Canard sa version des faits et ses états d'âme...

Il paraît que vous et votre adjoint êtes dans de beaux draps avec votre procès en relation avec votre gestion des marchés publics de la COP 22...

Je suis poursuivi ainsi que mon bras de droit pour dilapidation de deniers publics... Je ne savais pas que la COP allait me polluer la vie...

Vous êtes la première vraie victime du réchauffement climatique...

Cette conférence ne m'a pas porté chance ; elle a anéanti ma capacité de résilience...

Avez-vous profité de la conférence sur le climat pour vous enrichir de manière indue ?

On m'accuse d'avoir fait passer des marchés de gré à gré. Mais je ne pouvais pas faire autrement compte tenu de l'importance et de l'urgence de l'événement dont l'organisation a pris du retard par rapport aux délais impartis...

Il fallait donc faire vite et privilégier les copains ?

Je vous assure que je n'ai pas

de copains à enrichir et qu'ils vivent tous d'amour du PJD et d'eau bénite. Et que je suis un pauvre maire dont le patrimoine se limite à des djellabas, babouches, tarbouches et serouals ainsi qu'à quelques costumes modernes imposés par ma fonction.

Pas de comptes garnis en banque en interne et offshore ?

Soyons sérieux ! Ai-je la gueule de multimilliardaire louche qui roule sur l'or des autres ou se nourrit de l'argent public ? Franchement, ce dont on m'accuse est à la fois injuste et absurde. Plus honnête que moi, tu meurs.

Votre adjoint Younès Benslimane du même parti que vous est accusé d'avoir fait profiter ses entreprises de certains marchés de la COP...

C'est possible surtout que Benslimane est un homme d'affaires alors que moi je suis un homme à tout faire. Je suis peut-être la victime de son business...

Mais selon la déposition de M. Benslimane c'est bien vous qui l'aviez chargé de privilégier le gré à gré



au détriment des appels d'offres pour la passation de pas moins de 49 marchés...

Il cherche à me faire porter le tarbouche pour espérer se faire blanchir. Qu'il se rassure, on va couler ensemble.

Comptez-vous représenter pour les prochaines communales ?

Jamais de la vie ! La politique au Maroc étant dangereuse, j'ai décidé de me repentir et d'aller m'occuper de mes ablutions. Mieux vaut être une tête de nœud qu'une tête de liste. ●

Propos recueillis par Saliha Toumi

Élections professionnelles

Quid des télétravailleurs ?

La mobilisation syndicale bat son plein, en prévision des élections professionnelles. Et pour cause. Ces échéances permettent de déterminer la représentativité des syndicats et leur poids sur l'échiquier national. Dans le monde de l'entreprise, les élections de 2015 ont consacré le leadership des sans appartenance avec 17 399 élus suivis de l'UMT qui a décroché 6175 sièges contre 3240 pour la CDT (proche de l'USFP), 2 644 pour l'UGTM (inféodée à l'Istiqlal) et 2 572 pour l'UNTM (affiliée au PJD). Côté chambres professionnelles, c'est le PAM qui est arrivé en tête avec 408 élus talonné par l'Istiqlal avec 351 sièges et le RNI qui a obtenu 326 sièges alors que les Sans appartenance politique ont décroché la quatrième position avec 258 sièges contre 202 pour le MP, 196 pour le PJD et 163 pour l'USFP.

Se déroulant dans un contexte de crise sanitaire et d'accentuation de la crise qui frappe les partis et les organisations syndicales, les élections de 2021 sont un véritable test pour les organisations syndicales et les partis

politiques. La date du scrutin dans le secteur privé a été fixée entre le 10 et le 20 juin 2021. L'élection des délégués des salariés, consécutive à la préparation des listes électorales arrêtées le 30 avril dernier, aura lieu donc sur une période de 10 jours. Les salariés ont donc largement le temps pour accomplir leur vote. Mais qu'en est-il de ceux qui sont en télétravail et qui n'ont pas par conséquent la possibilité de se déplacer pour accomplir leur vote ? La question reste floue. Certains employeurs issus de certains secteurs en télétravail comme l'offshoring ont entretenu le brouillard autour de leurs intentions, laissant courir la rumeur que les télétravailleurs qui quitteront leur domicile pour aller voter risquent de subir une retenue sur salaire. Cette menace est de nature à dissuader les intéressés à faire le déplacement, ce qui pourrait agir sur le taux de participation au scrutin. Abandonner le temps d'un vote son poste en télétravail pour choisir en présentiel son délégué de personnel serait donc considéré comme une absence non rémunérée ! Merci patron ! ●



Le MIGRATEUR



Le mea culpa des ex-FARC de Colombie

Les anciens FARC de Colombie ont accepté vendredi 30 avril d'endosser la responsabilité de dizaines de milliers d'enlèvements commis par leur groupe pendant le long conflit interne de la Colombie. Quelque 13 000 membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se sont démobilisés dans le cadre d'un accord de paix conclu en 2016 avec le gouvernement en place. Le groupe a mué en parti politique légal baptisé « Comunes. » En vertu de cet accord, les anciens rebelles doivent fournir des informations au tribunal spécial pour la paix (JEP) sur les crimes commis pendant le conflit, notamment les meurtres, les enlèvements, les violences sexuelles et les expulsions forcées. La reconnaissance des crimes peut conduire à des peines moins lourdes. Les FARC « assument clairement la responsabilité des enlèvements qui ont eu lieu et reconnaissent explicitement les souffrances infligées de manière injustifiée aux victimes... à leurs familles, à leurs amis et, bien sûr, à toute la société colombienne », a déclaré Carlos Antonio Lozada, responsable de Comunes, lors d'une conférence de presse virtuelle. Les otages ont souffert de conditions « précaires et difficiles », a ajouté Lozada, qui siège au sénat, une reconversion garantie par l'accord de paix. Entre 1990 et 2015, ce sont quelque 21 396 personnes qui ont été kidnappées ou prises en otage par les FARC, selon les chiffres du tribunal spécial. Ce mea culpa intervient alors que le groupe a présenté une réponse officielle au JEP, qui a accusé en janvier huit dirigeants des FARC d'être responsables de crimes de guerre liés à des enlèvements. Selon M. Lozada, la politique officielle des FARC consistait à prendre des otages pour obtenir des rançons, faire pression sur le gouvernement pour qu'il procède à des échanges d'otages, contrôler des territoires et obtenir



Carlos Antonio Lozada, ancien commandant des FARC. Le 23 septembre 2019. REUTERS/Luisa Gonzalez.

des avantages en capturant des membres des forces de sécurité. Certaines victimes ont subi des violences sexuelles commises par leurs ravisseurs, a reconnu Lozada, tout en précisant que les mauvais traitements étaient officiellement interdits. Le groupe continuera à donner des informations pour aider à retrouver les restes des otages morts en captivité, a-t-il ajouté. Les anciens rebelles qui donnent des informations complètes sur leurs crimes au tribunal peuvent éventuellement être soumis à des restrictions de liberté pendant cinq à huit ans. Ceux qui ne le font pas ou qui mentent pourraient être condamnés à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison. ●

HRW crucifie Israël

L'ONG Human Rights Watch (HRW) accuse Israël de crimes d'apartheid contre les Palestiniens. L'organisation, basée à New York, a publié il y a quelques jours un rapport de 213 pages qui, selon elle, ne vise pas à comparer Israël à l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid, mais plutôt à évaluer « si des actes et des politiques spécifiques » constituent un apartheid au sens du droit international. Le ministère israélien des affaires étrangères s'est empressé évidemment de rejeter ces affirmations, les qualifiant de « grotesques et fausses », en qualifiant HRW d'organisation mue « de longue date par un agenda anti-israélien », affirmant que l'ONG cherche « depuis des années à promouvoir le boycott d'Israël ». Le président palestinien Mahmoud Abbas a, quant à lui, salué ce rapport. Il y a quelques semaines, la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé qu'elle allait enquêter sur les crimes de guerre commis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées par Israël, l'armée israélienne et des groupes palestiniens armés tels que le Hamas étant désignés comme auteurs potentiels. Dans son rapport, HRW souligne que les restrictions israéliennes à la circulation des Palestiniens et la saisie de terres appartenant à des Palestiniens pour l'implantation de colonies juives dans les territoires occupés lors de la guerre de



Photo : Ahmad Gharabli / AFP.

1967 sont des exemples de politiques qui, selon elle, constituent des crimes d'apartheid et de persécution. « Dans l'ensemble d'Israël et des (territoires palestiniens), les autorités israéliennes ont poursuivi l'intention de maintenir la domination sur les Palestiniens en exerçant un contrôle sur les terres et la démographie au profit des Israéliens juifs », indique le rapport. « Sur cette base, le rapport conclut que les responsables israéliens ont commis les crimes contre l'humanité d'apartheid et de persécution », tels qu'ils sont définis par la Convention sur l'apartheid de 1973 et le Statut de Rome de 1998. « Il est urgent que la communauté internationale intervienne, notamment en s'assurant que leurs États, organisations et entreprises ne contribuent en aucune façon à l'exécution de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Palestine. » a commenté Mahmoud Abbas. « L'objectif de ce rapport fallacieux n'est en aucun cas lié aux droits de l'homme, mais à une tentative permanente de HRW de saper le droit de l'État d'Israël à exister en tant qu'État-nation du peuple juif », a déclaré, pour sa part, le ministre des Affaires stratégiques et civiles Michael Biton. ●

Algérie/Hirak

115e vendredi et toujours là !

Plusieurs milliers de manifestants du Hirak ont défilé vendredi 30 avril à Alger pour dénoncer la recrudescence de la répression contre ce mouvement de protestation populaire, avant d'être violemment dispersés par la police, selon différents médias et des images relayées sur les réseaux sociaux. « Marche pacifique violemment dispersée dès 16h à Alger. Halte à la répression », a tweeté le vice-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), Saïd Salhi, après la fin de la manifestation. M. Salhi a également rapporté des interpellations dans plusieurs villes où se déroulaient, comme chaque vendredi, des marches du Hirak. Des

rassemblements ont notamment eu lieu à Annaba (nord-est), Constantine et Mila (nord-est) ainsi qu'en Kabylie, à Béjaïa, Tizi Ouzou et Bouira. Des témoignages et des photos publiés sur Facebook et des sites locaux ont fait état de charges policières, de matraquages et d'arrestations dans le centre d'Alger. « Escalade des violences policières contre les journalistes qui couvrent les marches du vendredi en #Algérie », a de son côté signalé Reporters sans frontières (RSF) sur Twitter. Un certain nombre de manifestants interpellés ont été relâchés en fin de journée à Alger et dans d'autres préfectures. La des interpellations avant l'agonie du régime. ●





Can'Art et CULTURE



La littérature rifaine : De la tradition orale à aujourd'hui

Ne pas avoir légué une littérature écrite ne signifie aucunement que les anciens peuples amazigh n'étaient pas civilisés, d'autant plus que l'on ignore les raisons de cette absence de culture écrite. Était-ce volontaire ou bien dicté par l'occupant? Même questionnement pour d'autres peuples tels que les Gaulois. Quand on parle d'écriture, les Gaulois comme les amazigh sont loin d'être les premiers peuples auxquels on pense. «En effet, on entend régulièrement l'affirmation selon laquelle on sait peu de chose sur les Gaulois car ces derniers ne pratiquaient pas l'écriture. Mais cette affirmation est-elle réelle?» (hystorasia.com). Dans l'attente d'une réponse, «depuis les frontières marocaines avec l'Algérie jusqu'à Tanger, en passant par Nador, Berkane et Alhoceima, de jeunes auteurs écrivent en tarifit, langue amazighe». L'auteur Hassan Banhakeia se pose les mêmes questions : «Faut-il plaindre les Anciens nord-africains de ne pas avoir produit une littérature écrite (bien établie) dans leur expression ou de ne pas l'avoir préservée en cas d'existence réelle? Ils possèdent, faut le dire, l'écriture ou l'alphabet requis (indispensable) pour une telle pratique, mais rien n'y est préservé dans ces temps troubles d'invasions durant lesquels brûler une culture relève d'un acte de triomphe sur l'Ennemi (vaincu)... Ils sauvegardent

une belle et riche littérature orale, plus humaine, peut-être aussi plus vivante. Cela étant, plaignons-les plutôt de ne pas avoir créé une théocratie éternelle — source du sacré écrit — tremplin utile pour forger une littérature théologique en amazigh!»

Dans cet essai de 252 pages, publié en novembre 2019 chez l'Harmattan, le lecteur «découvre, dans les détails, la littérature rifaine dans ses deux grandes formes orale et écrite, depuis les premiers poèmes jusqu'à nos jours.

On y trouve l'analyse de vieux distiques, du poème épique 'Ddhar n Ubarran' et d'une centaine d'œuvres publiées. »

«L'étude entend également avancer des questions autour de cette pratique minorée : la littérature rifaine n'est-elle qu'une sous-littérature amazighe? Quelles sont ses spécificités? Quels genres offre-t-elle aux lecteurs? Quelles catégories apporte-t-elle en plus à l'amazighité commune? Enfin, peut-elle avoir une place valable dans les lettres marocaines et maghrébines?»

Hassan Banhakeia, enseignant-chercheur à la Faculté pluridisciplinaire de Nador, est auteur de nombreux essais sur la culture, la linguistique et la littérature. Il est également poète et romancier. ●



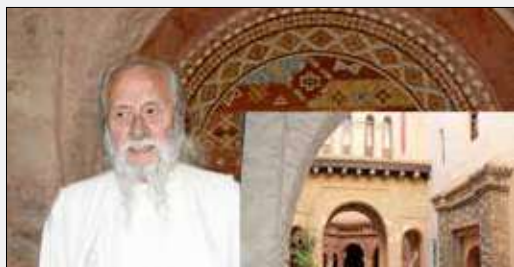
Nous ont quittés

Cette fin de mois d'avril est synonyme de deuil pour la communauté médiatique. Le directeur de Laâyoune TV Mohamed Laghdaf Eddah est décédé dimanche 2 mai en Inde à l'âge de 63 ans des suites

d'une longue maladie. Trois jours auparavant, ce fut l'ancien journaliste sportif à « 2M », Choukri Alaoui, qui a quitté ce monde dans la nuit de mercredi à jeudi à l'âge de 65 ans des suites d'une longue maladie. Le lundi 3 mai c'est au tour du journaliste franco-tunisien Béchir Ben Yahmed de tirer sa révérence. L'homme de presse qui avait fondé il y a une soixantaine d'années le magazine Jeune Afrique, est mort à Paris à l'âge de 93 ans, où il était hospitalisé depuis la fin du mois de mars après avoir été contaminé par le coronavirus. ●



L'homme qui a ressuscité la médina d'Agadir est mort



En 1958, dans la nuit ramadanienne du 29 février au 1er mars, exactement à 23 h 47, la terre a tremblé pendant 15 secondes à Agadir. Le séisme d'une magnitude de 5.7, le plus puissant de l'histoire du Maroc, qui a fait plus de 15 000 morts. Deux ans plus tard, la reconstruction d'Agadir a commencé avec des constructions parasismiques et des bâtiments de deux étages maximum. Le seul souvenir de l'ancienne médina d'Agadir perchée sur une colline (Agadir Oufella) dominant sur le port de la ville est la place où une ruine a été conservée comme mémorial auquel les visiteurs accèdent par une route sinueuse pour remonter sur cette sorte d'acropole.

Pour redonner vie à ce village-citadelle détruit par le séisme un architecte sicilien, amoureux de la capitale du Souss, a eu l'idée géniale de sortir de terre, aux portes d'Agadir, une réplique qui reflète ce qui était Agadir Oufella (le fort d'en haut.) La copie conçue par l'architecte Coco Polizzi, décédé le 21 avril à 80 ans, reflète de manière impressionnante le caractère de l'original. En 1992, le défunt a posé la première pierre de cette médina sur un terrain de 4,5 hectares dans le quartier Aghroud dans la commune de Bensergao. La nouvelle médina est construite avec des pierres, de la terre et du bois provenant des environs. Cette éco-construction garantit un climat extrêmement agréable pendant les longues nuits chaudes d'été où des concerts y sont organisés et des pièces de théâtre jouées, entre échoppes d'artisans et terrasses de cafés à l'ombre des eucalyptus. ●

Cinéma en ligne

IFcinéma à la carte revient en 2021

IFcinéma à la carte revient en 2021 ! Chaque mois, une offre de films à voir gratuitement en streaming.

Jusqu'au 10 mai, 3 nouveaux longs-métrages et un programme de courts sur l'environnement :

-Histoires de la plaine

Documentaire de Christine Seghezzi (France/Argentine - 2016 - 1h12)

Dans la pampa argentine, les terres autour de Colonia Hansen sont parmi les plus fertiles au monde...

<https://www.dailymotion.com/video/x5yhton>

-Wine Calling, le vin se lève !

Documentaire de Bruno Sauvard (France - 2018 - 1h35)

Depuis une dizaine d'années, le monde du vin est en pleine effervescence, bousculé par une contre-culture comme le rock a pu l'être par le punk en son temps. Un peu partout en France et plus particulièrement en Occitanie...

<https://www.dailymotion.com/video/x7s-horr>

-Lamb

Drame de Yared Zeleke (France/Allemagne/Ethiopie/Norvège - 2015 - 1h34) avec Rediat Amare, Indris Mohamed, Surafel Teka, Kidist Siyum...

Ephraïm, un garçon de neuf ans, vit avec sa brebis Chuni dans les terres volcaniques d'Éthiopie. Lorsque sa mère décède, son père l'envoie, accompagné de sa brebis, chez des parents éloignés...

<https://www.dailymotion.com/video/x33zjli>

Programme de courts métrages Planète durable :



Illustration compostage d'Elise Auf-ray (France - 2014 - 3')

Fabriquer son compost, c'est faire pousser de la terre, c'est faire pousser de la vie. C'est l'histoire du temps qui passe et qui transforme un monde qui meurt en un autre nouveau, présent, futur et fécond.

La Nuit des sacs plastiques de Gabriel Harel (France - 2018 - 18')

Agathe, trente-neuf ans, n'a qu'une obsession : avoir un enfant. Elle va retrouver son ex, Marc-Antoine, qui mixe de la techno dans les Calanques à Marseille. Alors qu'elle tente de le convaincre de se remettre ensemble, des sacs plastiques prennent vie et attaquent la ville.

Acide de Just Philippot (France - 2017 - 18')

Avec Antonin Chaussoy, Sofian Khammes, Maud Wyler

Un nuage inquiétant a pris forme quelque part à l'ouest. Il remonte lentement vers le centre du pays, jetant la population sur les routes. Devant l'inexorable avancée du nuage, c'est la panique générale. Ce cumul est acide.

IFcinéma à la carte : <https://ifcinema.institutfrancais.com/fr/streaming/alacarte> ●

Lancement du concours "Street Art Casablanca"

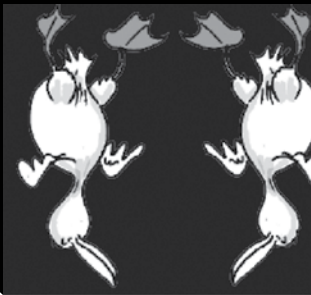
Langages du Sud organise en partenariat avec l'école Art'Com Sup le concours « Street Art Casablanca », ouvert à tous les street-artistes du Maroc. Chaque candidat pourra déposer entre le 30 avril et le 22 mai son portfolio et son CV sur le lien suivant : <https://cutt.ly/YvToSLq>. Pour la suite du concours, 50 artistes seront présélectionnés au plus tard le 15 juin. Depuis plusieurs années, fleurissent sur les murs de Casablanca, des œuvres de street art. En centre-ville comme en périphérie, les jeunes s'expriment et réinventent le visage de leur ville. L'ambition de « Street Art Casablanca » lancé par Langages du Sud et Art'Com Sup est de valoriser le travail des artistes et le patrimoine urbain de la ville de Casablanca. Les lauréats du concours bénéficieront de formations gratuites offertes par l'école Art'Com Sup et participeront à la réalisation de plusieurs fresques murales dans Casablanca. ●



Et Batati ET BATATA



Bizarre



La facture aurait pu être salée

Une infirmière était sous le coup d'une enquête de police dimanche 25 avril en Allemagne après avoir admis avoir injecté de la solution saline à six patients pour dissimuler le fait qu'elle avait fait tomber un flacon de vaccin Pfizer-BioNTech contre le coronavirus. Les autorités ont demandé mercredi dernier à 200 personnes vaccinées au centre de vaccination de la Croix-Rouge allemande en Frise (nord de l'Allemagne) de se manifester de toute urgence afin qu'elles puissent être testées à la recherche d'anticorps, dans le but de retrouver les six personnes n'ayant pas reçu le vaccin. La police de Wilhelmshaven/Friesland a déclaré dans un communiqué qu'elle avait ouvert une enquête sur d'éventuels dommages corporels provoqués par l'infirmière, tout en soulignant que la solution saline ne présentait pas de risques pour la santé. Il est d'ailleurs courant que le vaccin Pfizer-BioNTech soit dilué avec une solution saline avant d'être administré. Ouf ! l'horreur est sauf. ●

Perchoir anti-covid

Solution pour rompre avec la monotonie de boulot au domicile, mais à condition de ne pas avoir vertige. Jason Griffin, 34 ans, est consultant pour un centre d'appel basé à Glasgow en Écosse. À cause de la pandémie, il est contraint comme des millions de personnes au télétravail. Mais le trentenaire a décidé de rompre avec l'ennui de son domicile en travaillant suspendu à une falaise au Pays de Galles, comme le montre une vidéo virale. « La nouvelle façon de travailler sera complètement différente à l'avenir, témoigne-t-il auprès de l'agence Reuters. C'est comme ça que je le vois. Les cinq jours traditionnels au bureau, du lundi au vendredi, de 9h à 17h, c'est fini, ils n'existent plus. Chacun va alterner entre la maison et le bureau, ou même peut-être choisir tout le temps de rester chez soi. » Le cas de Jason n'est pourtant pas isolé. Ade McCormack. « Nous assistons à l'émergence des nomades numériques, témoigne cet expert en stratégie numérique au micro de Reuters. Il s'agit de personnes qui ne veulent pas être limitées en termes de lieu de travail ou de résidence. L'essentiel pour eux est donc d'avoir de la connexion, de la technologie, et bien sûr, un ordinateur portable. » ●

Des masques plus faux que faux

Une vidéo tournée en Indonésie et diffusée sur YouTube le 22 avril pourrait valoir à ses auteurs une expulsion du pays. Les autorités locales accusent en effet Josh Paler Lin et Leia Se d'y enfreindre la règle relative au port du masque. Les passeports des deux vidéastes ont été confisqués en attendant une décision concernant d'éventuelles sanctions, rapporte CNN. Leur clip montre d'abord la jeune fille se faire refuser l'accès à une épicerie de Bali, car elle ne porte pas de masque. Son ami lui peint alors le visage de manière à donner l'impression qu'elle porte une protection chirurgicale ! La loi indonésienne autorise les forces de l'ordre à infliger une amende aux étrangers ne respectant pas l'obligation de porter un masque. En cas de deuxième infraction, les fautifs sont susceptibles de devoir quitter le pays. ●



Rigolard



***Deux amis, un Juif et un Arabe** entrent dans une pâtisserie. L'Arabe vole trois beignets et les glisse dans sa poche sans que le pâtissier ne s'en aperçoive.

Il dit à son ami juif :

– T'as vu comment je suis fort ? !

Le Juif lui répond :

– Je vais te montrer qu'il n'y a pas plus fort qu'un Juif !

Il va auprès du pâtissier :

– Donne-moi un beignet, je vais faire un tour de magie.

Étonné, le pâtissier lui en donne un. Le juif le prend et le mange.

– Donne m'en un autre.

Le pâtissier veut savoir où il veut en venir et le lui donne. Le juif le prend et le mange.

– Donne m'en encore un.

Le pâtissier s'énerve, hésite, mais le lui donne quand même. Le Juif mange le troisième beignet. Le pâtissier demande alors :

– Alors, il est où ton tour de magie ?

Le Juif répond :

– Vas voir dans la poche de l'Arabe...

***Pour la première fois de sa vie**, Marcel l'agriculteur peut partir en vacances. Il s'en fut allé voir Salomon, son meilleur ami, et lui tient à peu près ce langage :

– Écoute Salomon, c'est la première fois de ma vie que je peux partir en vacances. Pour les vaches, je les ai confiées à Martin. Mais j'ai encore un truc précieux et j'ai pas confiance dans les banques. Si je te le confie, tu me promets d'y veiller comme la prune de tes yeux ?

– Pas de problème Marcel, mais c'est quoi ?

– C'est ce petit coffret. Et il tend à Salomon un petit coffret, de la taille d'une boîte à cigares.

– Tu peux partir tranquille, et passe de bonnes vacances !

Mais le Salomon, en cette période de sa vie, il crève de faim. Au bout d'une semaine, il ouvre le coffret et là, oh surprise ! c'est un Christ en or massif de bonne taille. Salomon se dit que c'est vraiment trop con de mourir de faim à côté d'un Christ en or massif. Il sort son canif, découpe un petit copeau, va le vendre au bijoutier et s'achète à manger pour la semaine. Au bout d'une semaine, il a toujours aussi faim. N'y tenant plus, il découpe un autre copeau à un autre endroit, va le vendre, et s'achète à manger.

Et le Marcel rentre de vacances. Il file chez le Salomon lui demander son coffret.

– Tu n'as pas perdu mon coffret, Salomon ?

– Non Marcel, le voilà. Marcel ouvre le coffret, regarde le Christ et dit, mi surpris, mi étonné :

– Il a pas maigri ?

– Écoute Marcel, tu m'as demandé de le garder, pas de le nourrir.

***C'est un Juif et un Palestinien** qui discutent tous les deux à un café, quand le Palestinien en est à parler de la paix :

– Vous savez, nous Juifs et Arabes, on devrait arrêter de tout le temps se battre, après tout, on est cousins, on a tant de choses en commun. Regardez, vous adorez le Dieu d'Abraham, nous aussi. Vous ne pouvez pas manger de porc, nous non plus. Vous êtes circoncis, nous aussi.

Et le juif de répliquer :

– Vous êtes en Palestine, nous aussi.

CHERCHONS LOCATAIRES

Immeuble à usage de bureaux sous forme de 6 plateaux d'une superficie de 2500 m2 plus un parking de 2000 m2 pour 100 voitures

Adresse :

Sidi Maârouf lotissement
Attawfik le Zenith
Technoparc Casa Nearshore

Contact :

06 61 17 74 44



LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





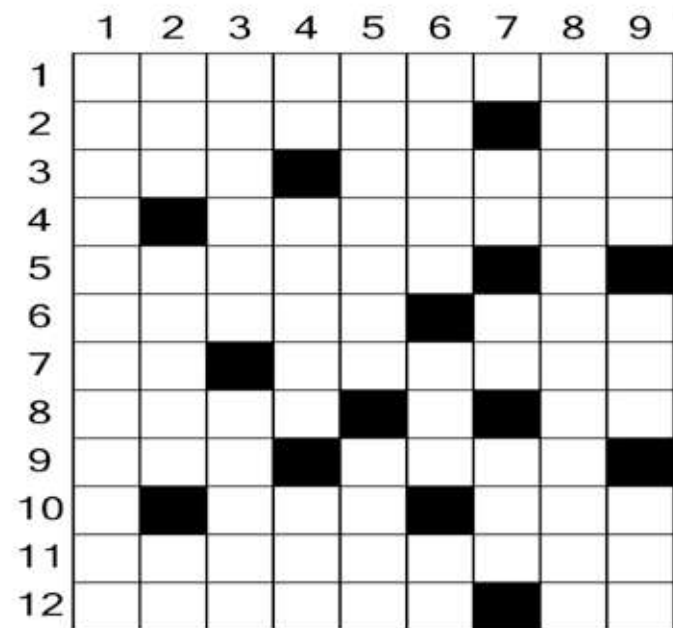
Et Batati ET BATATA



Mot Fléchés

Avec emphase	Coton servant aux doublures	Partie du pain	Métal précieux	Courante
Prébiennes	Métal pauvre	Se moqua	Rondus gais	Lettre ancienne
Treillis				Lettre grecque
Note				Instrument
	Métal radioactif	Absorbe		
	Immobilisés	Négation		
Plongeur				
Unité de surface				
		Impartial		
		Fleuve d'Europe		
Chérit			Commune française	Poissons
Commune française			Pariée	
		Céréale		
		Pièce de jeu		Eau de vie
Analysé				Théâtre japonais
Divertis				Gaz
			Mélodie	
			Hurlerment	
Période			Visserie	
Première page			Halogène	
		Etat		Article défini
Monarque				
			Prénom	

Mots croisés



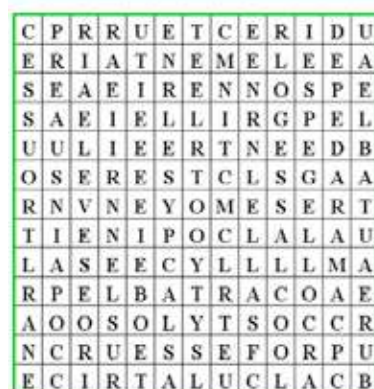
Horizontalement :

- 1 : Pâles
- 2 : Partie du monde - Déchiffré
- 3 : Vallée côtière - Commune française
- 4 : Teinture
- 5 : Animal
- 6 : Se nourrit - Osé
- 7 : Gaz - Fantôme
- 8 : Bruits - Métal
- 9 : Pronom relatif - Respecté
- 10 : Ile grecque - Crie
- 11 : Stocker
- 12 : Court repos - Pronom personnel

Verticalement :

- 1 : Danses
- 2 : Pronom personnel - Daphné - Conjonction négative
- 3 : Poète - Flocon
- 4 : Nom chinois de Bouddha - Mangeoires - Dorures
- 5 : Messes-basses - Risqué
- 6 : Imaginal - Bar - Négation
- 7 : Voie - Métal - Désert
- 8 : Reliées au réseau
- 9 : Transpiration - Indien - Période

Mots Mêlés

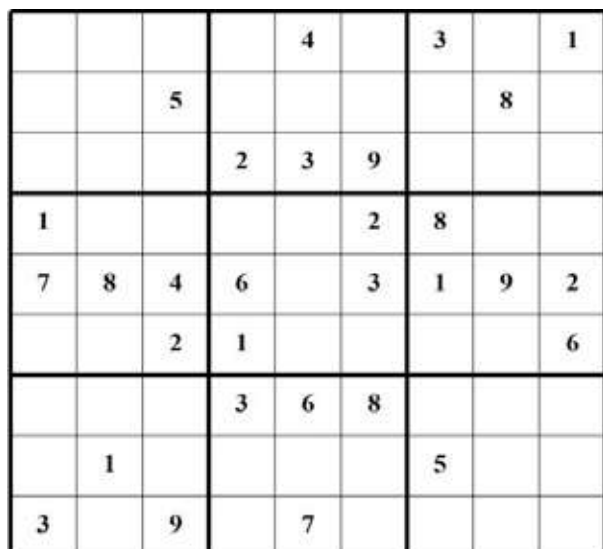


CALCULATRICE	CRAIES	ECOLE
ELEMENTAIRE	ELEVES	LIVRE
PROFESSEUR	ENTREE	LYCEE
DIRECTEUR	GRILLE	MOYEN
CAMARADE	STYLOS	PREAU
CARTABLE	APPEL	SALLE
SONNERIE		
COLLEGE		
COPAINS		
TABLEAU		
TROUSSE		
BUREAU		
CLASSE		
COPINE		



Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.



A méditer



« L'opportunisme est la forme politique de l'égoïsme. »

Édouard Herriot, Notes et maximes.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku



Mots Mêlés

La solution est RUSSIE.

Mots fléchés



Mots croisés



أنا تاجر أو مهني أو حرفي
كانخلص المساهمة المهنية
الموحدة فمصالح الضريبة

انطلاقا من 19 أبريل 2021
نسجل راسي ومراتي ووليداتي
في بوابة الصندوق الوطني
للضمان الاجتماعي

www.macnss.ma

و من بعد ما يسالي الأجل القانوني، غادي نستافد أنا و عائلتي
من التأمين الإجباري عن المرض، بحال أجراء القطاع الخاص

صحتنا... هي راس المال



مركز الاتصال
080 200 7200
080 203 3333

080 203 0100

www.cnss.ma

/CNSS MAROC

@CNSS MAROC

/CNSS.OFFICIEL

in CNSS